

la fin de 1988. Ces discussions doivent préparer le terrain pour les négociations de fond qui débiteront en 1989 et qui devraient se terminer avant la fin de 1990.

En 1987 et en 1988, le Canada a organisé plusieurs réunions internationales de haut niveau pour souligner l'engagement politique envers le nouveau cycle de négociations. Mentionnons entre autres la réunion du Groupe de Cairns (réunissant des pays développés et en voie de développement qui produisent et exportent des denrées agricoles) à Ottawa, en mai 1987; la réunion quadrilatérale des ministres du Commerce extérieur des États-Unis, de la Communauté européenne, du Japon et du Canada qui s'est tenue en Colombie-Britannique, en avril 1988, et le Sommet économique de Toronto, en juin 1988.

La Réunion ministérielle de Montréal (décembre 1988) a été conçue pour permettre aux ministres du monde entier de procéder à un examen du cycle d'Uruguay à mi-parcours. L'examen des progrès réalisés jusqu'à présent au sein de chacun des groupes de négociations était à l'ordre du jour de la réunion de Montréal pour que les ministres puissent donner un élan politique et une orientation précise en prévision des deux dernières années de négociation.

Objectifs du Canada pour le cycle d'Uruguay

L'économie canadienne est fortement tributaire du commerce. Par conséquent, le Canada veut surtout améliorer et garantir les conditions d'accès aux marchés mondiaux. Si les négociations d'Uruguay sont couronnées de succès, nous assisterons à la réduction des obstacles au commerce et à l'établissement de règles plus claires et plus efficaces. Cela aura pour effet de renforcer l'activité économique et d'accroître l'emploi au Canada.